

5G : Huawei repêché par Theresa May pour le réseau britannique

[Après l'Europe](#), c'est au tour du Royaume-Uni de lâcher du lest avec Huawei, accusé d'espionnage par les Etats-Unis mais aussi l'Australie.

Selon le [Telegraph](#), le Premier ministre britannique Theresa May a décidé d'aller à l'encontre des recommandations des Etats-Unis, mais aussi de ses propres ministres et de laisser le fabricant chinois participer au déploiement de la 5G sur le sol anglais.

Huawei aura un accès limité au marché 5G

Selon le rapport que s'est procuré le quotidien anglais, le Royaume Uni permettrait à Huawei « d'avoir un accès limité pour aider à construire des parties du réseau telles que des antennes et d'autres infrastructures « non essentielles ».

Toujours selon ce rapport, le ministre de l'Intérieur, Sajid Javid, le ministre des Affaires étrangères, Jeremy Hunt, le secrétaire à la Défense, Gavin Williamson, le secrétaire au Commerce international, Liam Fox, et la secrétaire au Développement international, Penny Mordaunt, avaient tous exprimé leurs préoccupations en matière de sécurité nationale quant à l'inclusion de Huawei en tant qu'équipementier.

Theresa May a donc tranché, même si Huawei ne devrait donc avoir qu'un rôle secondaire dans le déploiement de la 5G sur l'île.

Cependant, cette décision desserre considérablement l'étau autour de l'équipementier chinois.

« Alors que nous attendons l'annonce formelle du gouvernement, nous sommes heureux que le Royaume-Uni continue d'adopter une approche fondée sur les faits et nous continuerons de travailler en coopération avec le gouvernement et le secteur », indique-t-il dans un communiqué.

L'Europe résiste aux pressions de Trump

[Il y a quelques jours](#), c'est l'Allemagne, à travers son régulateur des télécoms – Bundesnetzagentur – qui refusait le bannissement : « Il n'y a pas de fournisseur d'équipement, ce qui inclut Huawei, qui devrait ou pourrait être spécifiquement exclu », selon Jochen Homann, son président. « Huawei détient un nombre important de brevets dans ce secteur. Si Huawei était exclu du marché, cela pourrait retarder le lancement du réseau » a-t-il expliqué au Financial Times en précisant qu'aucun indice concret n'avait pu être pointé contre l'équipementier.

De son côté, la Belgique indique n'avoir pas trouvé de preuve sur l'utilisation des équipements Huawei à des fins d'espionnage au profit de la Chine, après plusieurs mois d'enquête menée le centre belge pour la cybersécurité (CCB).

Pour le moment, le gouvernement belge ne s'est pas prononcé sur ces positions vis à vis de Huawei.

La France, quant à elle, reste dubitative sur les capacités d'espionnage des matériels prévus pour délivrer la 5G et l'ANSSI garde l'oeil sur le chinois en attendant de prendre une décision définitive.